



1 - Actualité nationale et internationale

Plan de financement de l'économie française

La première réunion de travail du comité de suivi du plan de financement de l'économie française s'est tenue le 27 janvier 2009 à Bercy en présence de Christine LAGARDE, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, qui a dressé un premier bilan du dispositif gouvernemental mis en place depuis le mois d'octobre 2008. Pour rappel, ce dispositif se décline en deux composantes :

- un *apport de liquidités à moyen terme* aux banques via la société de financement de l'économie française (SFEF). La SFEF intervient en levant des fonds avec la garantie de l'Etat sur les marchés, qu'elle prête ensuite à moyen terme aux banques moyennant un taux d'intérêt et la transmission de créances au titre de garantie ;
- un *renforcement des fonds propres* des banques pour augmenter leur capacité de crédit, via des souscriptions de la société de prise de participation de l'Etat (SPPE) qui est financée par un emprunt public pour un engagement plafond de 40 milliards d'euros.

A fin janvier, 13 banques ont bénéficié de 23 milliards de prêts auprès de la SFEF, au taux de 4 %. Concernant le dispositif de renforcement des fonds propres des banques, la SPPE a souscrit en décembre dernier une première tranche de 10,5 milliards de titres super subordonnés (TSS) émis par les 6 principales banques françaises au taux de 8,2 %. Les modalités de la 2^{ème} tranche de renforcement des fonds propres ont été annoncées le 21 janvier 2009. Cette 2^{ème} tranche portera sur un même montant maximum de 10,5 milliards d'euros, les banques pouvant émettre d'ici le 31 août 2009 soit des TSS, soit des actions de préférence sans droit de vote. Moins hybride que les TSS, les actions de préférence sont éligibles au « *core Tier one* ».

Le dispositif de médiation du crédit en outre-mer

Le dispositif de médiation du crédit a été mis en place dans les neuf régions d'outre-mer dès le début du mois de novembre 2008. Identique en tous points à celui déployé en métropole, le dispositif s'articule autour d'un médiateur départemental, fonction occupée par chacun des directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM, et d'une cellule opérationnelle de suivi. Cette cellule est réunie chaque semaine par le représentant de l'Etat et est composée du trésorier payeur général et du médiateur départemental qui examinent et orientent les dossiers déposés.

Le dépôt d'un dossier se fait prioritairement au travers de la plateforme internet élaborée pour la circonstance : <http://www.mediateurducredit.fr>.

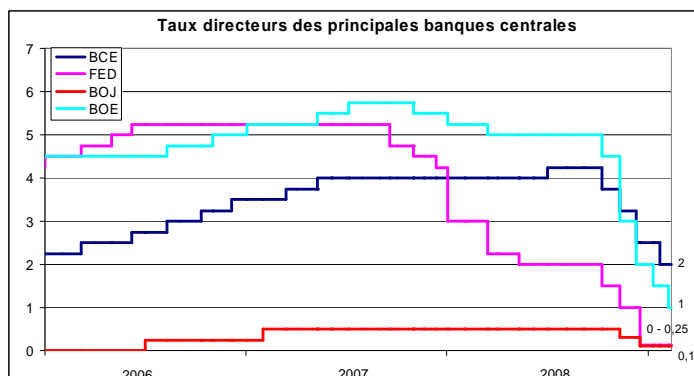
Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Au cours de la réunion qui s'est tenue le 5 février 2009, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 2 %, 3 % et 1 %, niveaux fixés le 15 janvier dernier. Dans son discours introductif, le Président de la BCE observe que « *sous l'effet de l'intensification et de la généralisation des turbulences sur les marchés financiers, l'activité s'est sensiblement ralentie partout dans le monde y compris dans la zone euro. La faiblesse de l'activité économique persistera dans la zone euro au cours des prochains trimestres et les perspectives économiques restent entourées d'un degré d'incertitude exceptionnellement élevée* ».

Le PIB des Etats-Unis a reculé de 3,8 % en rythme annuel. Au total, la croissance de l'économie américaine ressort à 1,3 % pour l'ensemble de l'année 2008 et le taux d'inflation à 3,3 %. En décembre 2008, la production industrielle a chuté de 2 % contre 1,3 % en novembre et 7,8 % en glissement annuel. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 1 % (6^e recul mensuel consécutif).

L'indice des prix lié aux dépenses de consommation des ménages a diminué de 0,5 % par rapport à novembre. Hors alimentation et énergie, l'indice est resté stable pour le 3^e mois consécutif. Les commandes de biens durables ont reculé pour le 5^e mois consécutif de 2,6 % contre 3,7 % en novembre. Au mois de janvier 2009, l'indice de confiance des consommateurs (Conference board) perd 0,9 point par rapport à décembre à 37,7. Le secteur privé américain a supprimé 522 000 emplois postes en janvier 2009 contre 659 000 en décembre 2008 (chiffre révisé).



Chômage

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

... et variation limitée du taux de chômage dans la zone euro

Inflation

Recul de l'inflation en France et dans la zone euro

Publications au Journal Officiel de la République du 31 janvier 2009

Publications

En France, fin décembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 2 114 300, soit une hausse en données corrigées des variations saisonnières de 2,2 % (+ 45 800 personnes). Sur un an, la hausse est de 11,4 % (+ 16,3 % pour les hommes et + 6,4 % pour les femmes) et de 19,5 % pour les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 8,0 % en décembre 2008, en progression de 0,1 % par rapport à novembre. Il était de 7,2 % en décembre 2007. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union (UE27) s'est élevé à 7,4 % en décembre 2008 (6,8 % en décembre 2007). En décembre 2008, le taux de chômage des moins de 25 ans est estimé à 16,4 % dans la zone euro et à 16,6 % dans l'UE27.

En décembre 2008, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,2 % sur un mois ; l'inflation sous-jacente s'élève en glissement annuel à 1,8 %. Selon une estimation provisoire d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,1 % en janvier 2009, contre 1,6 % en décembre 2008.

1 - Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna

- l'ordonnance n°2009-102 du 30 janvier 2009 relative aux informations sur le donneur d'ordre qui doivent accompagner les virements de fonds ;

- l'ordonnance n°2009-103 du 30 janvier 2009 relative aux gels des avoirs.

Ces textes rendent applicables dans les COM les dispositions de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie déjà en vigueur en métropole et dans les DOM.

2 - Blanchiment de capitaux

L'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment et de financement du terrorisme. Ce texte transpose en droit français la 3^e directive européenne anti-blanchiment.

1 - Rapport de la mission de réflexion et de propositions sur l'organisation et le fonctionnement de la supervision des activités financières en France

Ce document, établi par M. Bruno Deletré à la demande du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, est disponible en téléchargement sur :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000030>

2 - Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2007

Le rapport est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb_bilan_2007.pdf

3 - Pour un développement responsable du crédit renouvelable en France

Ce rapport, réalisé par Athling management pour le Comité consultatif du secteur financier, est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/athling.htm>

4 - Rapport annuel du Comité consultatif du secteur financier

Le 3^e rapport 2007-2007 du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport07-08.htm>

2 – Actualité régionale

Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire dans un contexte de récession économique

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé lors de sa réunion du 22 janvier 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Dans son communiqué, la BoJ indique que les conditions économiques se sont détériorées de façon significative, et que cette dégradation devrait continuer. La BoJ a revu à la baisse ses prévisions économiques tablant sur une contraction du PIB de 1,8 % pour 2008-2009 et de 2,0 % pour 2009-2010 ainsi qu'un recul des prix à la consommation respectivement de 1,1 % et de 0,4 %. En décembre 2008, la production industrielle du Japon a chuté de 9,6 % par rapport à novembre. La consommation des ménages a reculé de 4,6 %. Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % sur un an. En décembre 2008, le taux de chômage est estimé à 4,4 % en hausse de 0,5 %. Les exportations ont chuté de 35 % sur un an à cause de la forte baisse des livraisons vers les Etats-Unis (- 36 %) et l'Union européenne (- 41,8 %) et du raffermissement du yen. Les importations ont reculé de 21,5 %. Le déficit commercial atteint 2,6 milliards d'euros.

Chine

Ralentissement de l'activité économique en Chine

Le PIB chinois a progressé de 6,8 % au quatrième trimestre 2008, soit son plus faible niveau depuis 2001 et de 9,0 % sur un an contre 13 % en 2007. En décembre 2008, la production industrielle a augmenté de 4,1 % et de 12,9 % sur un an (18,5 % en 2007). L'indice des prix à la consommation a varié de 5,9 % en 2008. Selon les statistiques des douanes, les exportations de marchandises ont atteint 112,2 milliards de dollars au mois de décembre 2008, en baisse de 2,8 % par rapport à décembre 2007, ce recul s'explique par le ralentissement en Europe et aux Etats-Unis et le raffermissement du yuan face au dollar.

Australie et Nouvelle-Zélande

Baisses des taux directeurs des Banques centrales australienne et néo-zélandaise

Le 4 février 2009, la Banque centrale australienne a baissé pour la 5^{ème} fois depuis mars 2008 son taux directeur, le ramenant à 3,25 % (-400 points de base par rapport à mars 2008). Le 29 janvier 2009, la Banque centrale de Nouvelle-Zélande a ramené son taux directeur à 3,5 % (-475 points de base par rapport à juillet 2008). Ces décisions interviennent dans un contexte de ralentissement économique afin de soutenir la demande.

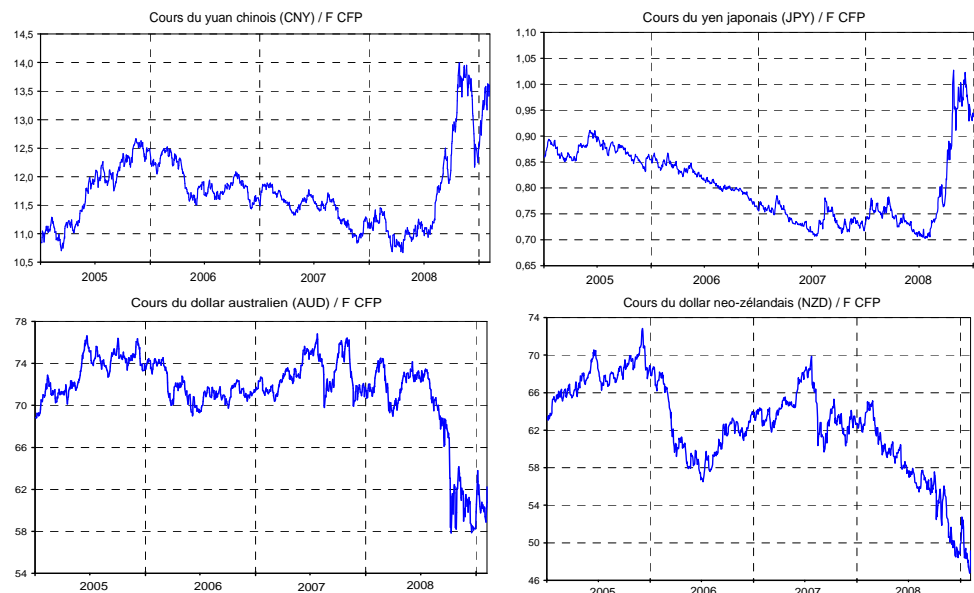
Parallèlement, le gouvernement australien a annoncé le 3 février un vaste plan de relance d'environ 2 600 milliards de F CFP. Le plan comprendrait environ 1 800 milliards de F CFP investis dans l'éducation, les logements et les infrastructures routières, ainsi qu'une enveloppe de 790 milliards de F CFP en faveur des ménages aux revenus moyens et faibles.

L'indice global des prix à la consommation australien a diminué de 0,3 % sur le 4^{ème} trimestre 2008 alors qu'il a augmenté de 3,7 % sur un an. De même, en Nouvelle-Zélande, l'indice a baissé de 0,5 % au 4^{ème} trimestre 2008 mais a augmenté de 3,4 % sur un an. Cette baisse récente s'explique pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, par la baisse des prix des transports (respectivement -6,9 % et -7,6 % au 4^{ème} trimestre), portée par celle des prix des carburants.

Parité des monnaies

Appréciation du yuan et du yen depuis le début de l'année

Stabilisation du dollar australien et chute du dollar néo-zélandais



3 – Brèves économiques locales

.....

Visite du Premier Président de la Cour des Comptes

Philippe Seguin, Premier Président de la Cour des Comptes s'est rendu en Nouvelle-Calédonie du 9 au 11 janvier 2009 à l'occasion du vingtième anniversaire de la Chambre Territoriale de Nouvelle-Calédonie.

Visite du ministre de l'Intérieur du Vanuatu

Patrick Crowby, ministre de l'Intérieur du Vanuatu, est venu en Nouvelle-Calédonie du 27 au 29 janvier 2009, accompagné notamment de Françoise Maylié, l'ambassadrice de France au Vanuatu. Sa mission était particulièrement centrée sur les formations dispensées par la police et les forces armées, en matière de service militaire adapté, pour une prochaine présentation à son gouvernement.

Baisse des tarifs de l'OPT

Dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a validé, le 3 février 2009, 19 mesures de baisse de tarifs s'appliquant aux différents services de l'OPT, notamment l'Internet, la téléphonie mobile et la téléphonie fixe.

Nouvelle baisse du prix du carburant

Au 1^{er} février, le prix de l'essence a baissé de 8,8 % à 129,8 F CFP le litre. Le diesel a diminué de 9,6 % à 106,9 FCFP le litre. C'est la 4^{ème} baisse consécutive du prix des carburants à la pompe depuis octobre 2008.

Augmentation du Salaire Minimum Garanti

Le 1^{er} février 2009, le Salaire Minimum Garanti (SMG) et le Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) ont été augmentés de 0,85 %. Leurs montants s'élèvent respectivement à 125 464 F CFP et 106 644 F CFP.

Autorisation de la Province Sud pour le projet de l'Anse-Uaré

La Province Sud a autorisé, le 28 janvier 2009, l'exploitation du projet Anse-Uaré. Cette autorisation est toutefois soumise à certaines conditions. On observera que les moyennes surfaces spécialisées dans l'équipement de la personne ne seront pas autorisées. La Province Sud a également accordé son permis d'occuper le domaine maritime. Le remblai de Ducos sur lequel doit se construire le centre commercial appartient au domaine public. Il sera donc loué auprès de la Province Sud pour un montant annuel équivalent à 1 % du chiffre d'affaires.

Adoption par le CNRT du premier budget de recherche lié au nickel

Le Centre national de recherche technologique (CNRT) a adopté le 23 janvier 2009 un budget de 500 millions visant à financer des projets de recherche sur le nickel et l'exploitation minière. La première tranche s'élève à 357 millions de F CFP et s'étale sur quatre ans. Les trois axes de recherches portent sur les interactions du nickel avec la société, la technologie et l'environnement naturel.

Démarrage prévu de l'usine de Goro en mai 2009

Vale Inco Nouvelle-Calédonie prévoit un démarrage de l'usine en mai 2009. Compte tenu des stocks de nickel élevés et d'un cours mondial bas, la société envisage pour l'année 2009 une production de 6 000 tonnes, au lieu de 16 000 tonnes initialement prévues.

Attribution à la SLN d'un permis de recherche sur Prony Ouest et Pernod

Dans le cadre de la prospection des gisements de Prony Ouest et Pernod, la Province Sud et la SLN ont signé une convention de réalisation de projet les associant à parts égales. La phase d'exploration des sols doit durer de neuf à douze ans.

Premier voyage commercial du Betico 2

Le 17 janvier 2009, le Betico 2 a effectué sa première rotation commerciale à l'île des Pins. Il a été inauguré officiellement le 28 janvier à la gare maritime par des représentants coutumiers du Sud de la Grande Terre et des Iles et de la Province Sud.

Epidémie de Dengue

Face au nombre important de cas de dengue recensés en décembre 2008, les autorités sanitaires de la Nouvelle-Calédonie ont déclaré le 9 janvier 2009 l'état d'épidémie. Le 6 février, le nombre de cas de dengue déclarés depuis le 1^{er} janvier 2009 s'élevait à 611.

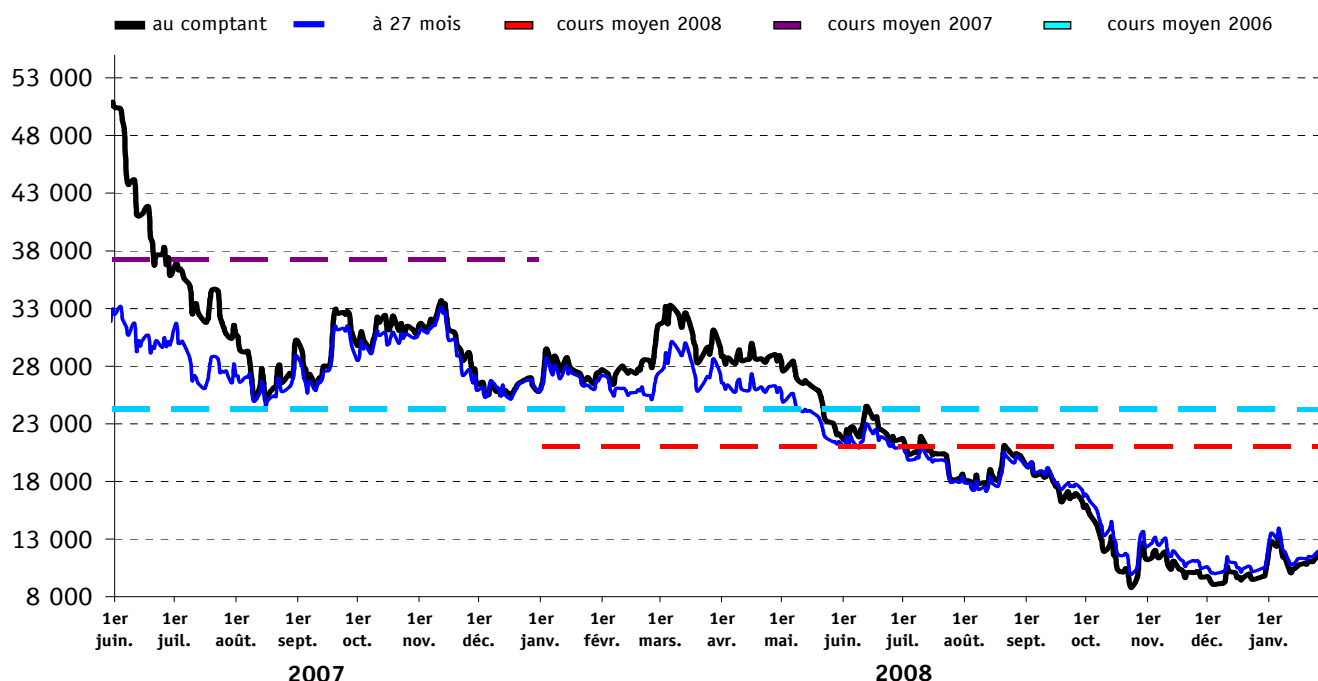
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-09	132,5	0,3%	3,5%
Nombre de demandeurs d'emploi		déc.-08	5 614	-2,0%	17,8%
Commerce extérieur - Millions de F CFP					
Exportations	mensuelles	déc.-08	9 342	37,7%	-6,9%
	cumulées	déc.-08	109 505	-	-40,4%
Importations	mensuelles	déc.-08	27 285	70,1%	40,3%
	cumulées	déc.-08	262 188	-	7,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-09	5,12	16,7%	-59,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-09	462,12	18,7%	-54,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-08	422	6,6%	20,4%
	cumulées	déc.-08	3 096	-	-23,4%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	déc.-08	6 043	60,5%	75,9%
	cumulées	déc.-08	52 195	-	-9,1%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-08	10 706	3,3%	-5,9%
	cumulés	déc.-08	103 672	-	0,3%
• Nuitées	mensuels	nov.-08	59 815	7,9%	20,0%
	cumulés	nov.-08	565 800	-	12,2%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov.-08	72,30%	+ 2,2 pts	+ 4,6 pts
• Croisiéristes	cumulés	déc.-08	173 208	-	42,7%
BTP					
• Ventes de ciment (en tonnes)	mensuelles	janv.-09	10 407	-7,8%	4,8%
	cumulées	janv.-09	10 407	-	4,8%
• Index BT 21 (p)		déc.-08	135,66	0,08%	9,97%
• IRL		déc.-08	107,73	0,56%	5,07%
CREVETTES					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	janv.-09	70	84,2%	7,7%
	cumulées	janv.-09	70	-	7,7%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	janv.-09	79	93,6%	-10,8%
	cumulées	janv.-09	79	-	-10,8%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	janv.-09	560	-47,4%	-0,4%
	cumulées	janv.-09	560	-	-0,4%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

(p) : provisoire

Évolution des cours du nickel au LME (\$/tonne)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire...

Accélération de la croissance de la masse monétaire à fin décembre

en millions de F CFP	déc.-06	déc.-07	déc.-08	var 07/06	var 08/07
Circulation fiduciaire	12 517	12 848	13 625	2,6%	6,0%
Dépôts à vue	177 762	188 185	196 488	5,9%	4,4%
Total M1	190 279	201 033	210 113	5,7%	4,5%
M2-M1	65 726	68 408	75 883	4,1%	10,9%
Total M3	344 036	385 056	422 772	11,9%	9,8%

Concours de caractère bancaire...

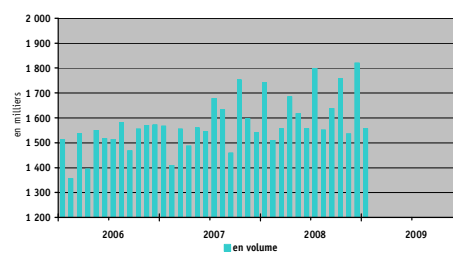
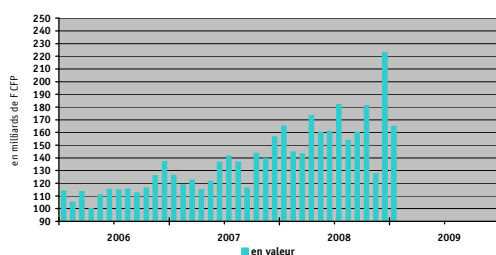
Les concours continuent de progresser à un rythme soutenu à fin décembre

en millions de F CFP	déc.-06	déc.-07	déc.-08	var 07/06	var 08/07
Entreprises	217 666	256 988	291 912	18,1%	13,6%
Ménages	247 191	273 374	305 868	10,6%	11,9%
Collectivités locales	34 090	39 150	37 477	14,8%	-4,3%
Autres agents de CCB non ventilés	12 466	10 388	10 004	-16,7%	-3,7%
Total concours sain	511 413	579 900	645 261	13,4%	11,3%
Créances douteuses brutes	15 015	14 505	13 721	-3,4%	-5,4%
Total concours brut	526 429	594 405	658 982	12,9%	10,9%

Compensation

Forte baisse des échanges par rapport au mois précédent

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	janv.-09	1 557 500	-14,5%	-10,6%
	janv.-08	1 742 753	13,0%	11,2%
Compensation (en milliards de F CFP)	janv.-09	164,8	-26,0%	-0,3%
	janv.-08	165,2	5,5%	30,9%



Incidents de paiements

Baisse des incidents de paiement sur chèque et accélération de la progression des retraits de cartes bancaires

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	déc.-08	1 427	-2,7%	-1,1%
	cumulés	déc.-08	20 468	-	23,6%
Incidents de paiement sur effets	MM3	déc.-08	43	11,1%	-16,1%
	cumulés	déc.-08	450	-	-35,0%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	déc.-08	133	-5,9%	19,2%
	cumulés	déc.-08	1 452	-	-1,0%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Ralentissement de la croissance des interdits bancaires

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	déc.-08	5 909	-1,1%	6,3%
	dont personnes physiques	déc.-08	5 299	-1,2%	5,9%
	dont personnes morales	déc.-08	610	0,2%	10,1%

Cotation

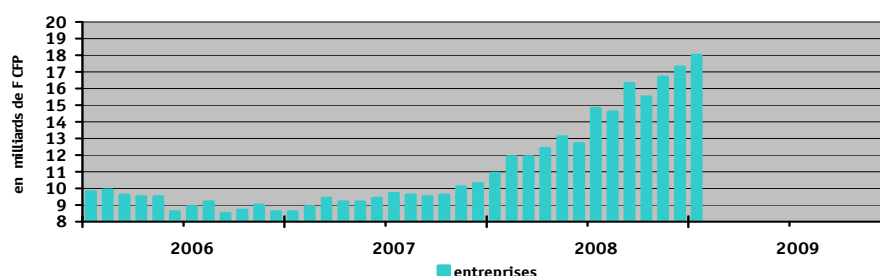
Le nombre d'entreprises éligibles continu de croître à un rythme soutenu

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	janv.-09	7 657	2,2%	5,7%
		janv.-09	3 111	7,5%	13,8%

Refinancement des entreprises

Forte progression du refinancement sur un an

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	janv.-09	18,0	4,0%	64,1%



7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	1,00%	21/01/2009
taux de soumission minimal sur opérations principales de refinancement	2,00%	21/01/2009
taux de la facilité de prêt marginal	3,00%	21/01/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	16/12/2008	1,50%	4,75%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	16/12/2008	2,00%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	7,00% à 7,45% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2008)
taux de la facilité de prêt marginal	10/12/2008	3,00%	
taux de l'escompte de chèques	10/12/2008	3,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire	
	30/01/2009	31/12/2008	Var. M-1	fin 12/07	Var. fin 07	taux	date d'effet
EONIA	1,2730%	2,3520%	- 0,1079 pt	3,9160%	- 2,643 pt	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	1,7450%	2,6030%	- 0,858 pt	4,2880%	- 2,543 pt	8,22%	01/07/2008
EURIBOR 3 mois	2,0860%	2,8920%	- 0,806 pt	4,6840%	- 2,598 pt	taux d'intérêt légal JORF	
EURIBOR 6 mois	2,1760%	2,9710%	- 0,795 pt	4,7070%	+ 7,000 pt	année 2008	3,99%
EURIBOR 12 mois	2,2730%	3,0490%	- 0,776 pt	4,7450%	- 2,472 pt	année 2007	2,95%

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	30/01/2009	31/12/2008	Var. M-1	fin 12/07	Var. fin 07		
TEMPE	1,8404%	2,4511%	- 0,611 pt	3,8632%	- 2,023 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	2,1690%	2,9590%	- 0,790 pt	4,6850%	- 2,516 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA	
EURIBOR 3 mois	2,4830%	3,2570%	- 0,774 pt	4,8340%	- 2,351 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	2,5660%	3,3300%	- 0,764 pt	4,8100%	- 2,244 pt	TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	2,6480%	3,4180%	- 0,770 pt	4,7860%	- 2,138 pt	TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	3,8400%	3,7300%	+ 0,110 pt	4,6100%	- 0,770 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	3,6400%	3,5300%	+ 0,110 pt	4,4100%	- 0,770 pt		
TRBOSP	3,9800%	3,6400%	+ 0,340 pt	4,7000%	- 0,720 pt		

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/01/2009	31/12/2008	31/12/2007	30/01/2009	31/12/2008	31/12/2007	30/01/2009	31/12/2008	31/12/2007
taux JJ	0,325%	1,000%	4,500%	0,385%	0,425%	0,600%	1,350%	1,350%	5,775%
3 mois	1,575%	2,900%	4,775%	0,880%	0,950%	0,925%	1,950%	2,850%	5,865%
10 ans emprunts phares	2,850%	3,020%	4,090%	1,290%	1,180%	1,510%	3,710%	3,020%	4,570%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2009)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,51%
Prêts à taux fixe	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	9,04%
Prêts à taux variable	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	8,56%
Prêts relais	7,72%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,55%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	10,45%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	21,11%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	9,92%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	93,1115	1 NZD/XPF	47,2264	1 HKD/XPF	12,0053	1 GBP/XPF	132,9083	
100 JPY/XPF	103,7848	1 AUD/XPF	59,3248	1 SGD/XPF	61,6829	100 VUV/XPF	77,8166	1 FJD/XPF	50,1259